

Monsieur
Jude Alix Patrick Salomon
Ministre
Ministère de l'Economie et des Finances
Avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti

Réf. : Opération de coopération technique non remboursable no. GRT/FM-16314-HA.
Projet Gestion de l'interface humaine-biodiversité dans les aires marines protégées du Sud d'Haïti.

Monsieur Le Ministre,

La présente lettre d'accord, ci-après appelée « l'Accord », entre la République de Haïti, ci-après appelée le « Bénéficiaire », et la Banque Interaméricaine de Développement, en sa qualité d'Administrateur du Fonds Mondial pour l'Environnement (GEF, selon ses sigles en anglais), ci-après appelée la « Banque », que nous soumettons à votre examen, a pour objet d'officialiser les modalités et conditions pour l'apport d'une opération de coopération technique non remboursable au Bénéficiaire, à la concurrence d'un montant de un million huit cent vingt-six mille et quatre cent quatre-vingt-quatre dollars des États-Unis d'Amérique (USD 1 826 484), qui sera décaissé sur les ressources du Fonds, ci-après appelée la « Contribution », pour financer les passations de marchés de biens et services autres que les services de conseil et la sélection et le recrutement des consultants nécessaires pour la réalisation d'un projet de coopération technique pour la conservation et la gestion effective des aires marines protégées du Sud d'Haïti, ci-après appelé le « Projet », qui est décrit à l'Annexe unique du présent Accord. Sauf stipulation contraire dans le présent Accord, le terme « dollars » dans les présentes fait référence à la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique.

Le présent Accord est conclu en vertu du Mémoire d'Accord entre la Banque et la Secrétariat du GEF et de l'Accord entre la Banque et la Banque Mondiale en tant que trustee du GEF daté 14 mai 2004 et les modifications ultérieures apportées à celui-ci.

La Banque et le Bénéficiaire décident de ce qui suit :

Paragraphe 1. Parties constitutives de l'Accord. Le présent Accord est constitué de la présente première partie, intitulée les « Dispositions Spéciales » ; d'une deuxième partie, intitulée les « Normes Générales » et de l'Annexe unique qui est ajoutée. À l'Article 1 des Normes Générales est définie la primauté entre les parties susmentionnées et l'Annexe unique.

Paragraphe 2. Organisme d'exécution. L'exécution du Projet et l'utilisation des ressources de la Contribution de la Banque seront réalisés par le Ministère de l'Environnement, à au travers de la Direction de l'Aire Marine Protégée Aquin/Saint Louis (DAMP), sous la supervision de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), ci-après appelé indistinctement l'« Organisme d'Exécution » ou le « Bénéficiaire ». Il demeure entendu que l'expression au travers de la Direction de l'Aire Marine Protégée d'Aquin ne préjuge en rien et ne remet pas en cause l'autorité du Ministère de l'Environnement comme entité centrale en charge de la mise en œuvre globale du Projet conformément à la législation haïtienne en vigueur.

Paragraphe 3. Conditions préalables au premier décaissement. Le premier décaissement des ressources de la Contribution aura lieu sous réserve que le Bénéficiaire, directement ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, démontre qu'ont été remplies, à la satisfaction de la Banque, outre les conditions préalables stipulées à l'Article 2 des Normes Générales, les conditions suivantes :

- (i) qu'aient été présentées les preuves de l'existence d'un système d'information financière et d'une structure de contrôle interne adéquats auxquels il est fait référence à l'Article 13 des Normes Générales.
- (ii) que la Direction de l'Aire Marine Protégée Aquin/Saint Louis DAMP a été créé et les personnes suivantes ont été contractualisées ou désignées : un coordonnateur, un Assistant Technique et un Administrateur.
- (iii) qu'un spécialiste comptable et un spécialiste en passation de marché ont été contractualisés ou désignés. Le projet bénéficiera de l'expérience administrative et financière de l'UGP Macaya selon des arrangements mutuellement convenus entre le Ministère de l'Environnement et la BID.

Paragraphe 4. Remboursement des dépenses sur la Contribution. Avec l'approbation de la Banque, des ressources de la Contribution pourront être utilisées pour rembourser les dépenses engagées ou financer celles qui seront réalisées dans le cadre du Projet à partir 30 août 2017 et jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, sous réserve que des conditions essentiellement analogues à celles qui sont définies dans le présent Accord aient été remplies.

Paragraphe 5. Délais. (a) Le délai pour l'exécution du Projet sera de quarante-deux (42) mois, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

(b) Le délai pour le décaissement des ressources de la Contribution sera de quarante-huit (48) mois, à compter de cette même date. Toute partie de la Contribution non utilisée après cette échéance sera annulée.

(c) Les délais indiqués précédemment et les autres définis dans le présent Accord ne pourront être étendus, pour des raisons justifiées, qu'avec l'accord écrit de la Banque.

Paragraphe 6. Coût total du Projet et ressources supplémentaires. (a) Le Bénéficiaire, lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, s'engage à réaliser en temps opportun, les apports requis, ci-après appelés l'« Apport », en sus de la Contribution, pour la mise en œuvre complète et ininterrompue du Projet. L'Apport total est estimé à l'équivalent de cent mille dollars (USD 100 000), afin de compléter la somme équivalente à un million neuf cent vingt-six mille et quatre cent quatre-vingt-quatre dollars (USD 1 926 484), estimation du coût total du Projet, sans que ces estimations ne réduisent l'obligation pour le Bénéficiaire d'apporter les ressources supplémentaires nécessaires pour compléter le Projet.

(b) L'Apport du Bénéficiaire pourra être effectué en nature et sera destiné à financer les catégories qui, à sa charge, sont établies dans le budget du Projet figurant à l'Annexe unique.

Paragraphe 7. Monnaies pour les décaissements. La Banque procédera au décaissement de la Contribution en dollars. La Banque, en appliquant le taux de change indiqué à l'Article 9 des Normes Générales, pourra convertir lesdites monnaies convertibles en d'autres monnaies, y compris en monnaie locale.

Paragraphe 8. Taux de change. Aux fins des dispositions de l'Article 9 des Normes Générales du présent Accord, les parties conviennent que le taux de change applicable sera le taux indiqué à l'alinéa (b)(i) dudit Article. Ceci dit, au cas où le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement n'est pas disponible, on appliquera le taux de change en vigueur le jour où le Bénéficiaire, l'Organisme d'Exécution, ou toute autre personne physique ou morale à qui a été délégué le pouvoir d'engager des dépenses effectue les paiements applicables en faveur du maître d'œuvre ou du fournisseur, selon ce qu'il est indiqué à l'alinéa (b)(ii) dudit Article. Le taux de change de la Banque Centrale de la République d'Haïti sera utilisé comme taux de référence.

Paragraphe 9. Utilisation de la Contribution. Les ressources de la Contribution ne pourront être utilisées que pour la sélection et le recrutement de consultants et pour les passations de marchés de biens et services autres que les services de conseil des pays membres de la Banque. En conséquence, les procédures et les fondements spécifiques des appels d'offres ou d'autres formes de passations de marchés de services et de biens financées sur des ressources de la Contribution devront permettre la libre concurrence des fournisseurs de biens, de services autres que les services de conseil et de consultants desdits pays.

Paragraphe 10. Passations de marchés de biens et services autres que les services de conseil. (a) Aux effets des dispositions de l'Article 11(f) des Normes Générales, les parties reconnaissent que les Politiques de Passation des Marchés sont celles datées de mars 2011 qui figurent dans le document GN-2349-9, approuvé par la Banque le 19 avril 2011. Si les Politiques de Passation des Marchés venaient à être modifiées par la Banque, les passations des marchés de biens et services autres que les services de conseil devront être réalisées conformément aux dispositions des Politiques de Passation des Marchés modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour les passations des marchés de biens et services autres que les services de conseil, quelconque des autres méthodes décrites dans les Politiques de Passations des Marchés pourra être utilisée, pourvu que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché correspondante dans le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque.

(c) Le seuil déterminant l'utilisation de l'appel d'offres international, sera mis à disposition du Bénéficiaire, ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sur la page internet www.iadb.org/procurement. En dessous dudit seuil, la méthode de sélection sera déterminée en fonction de la complexité et des caractéristiques de la passation de marché, laquelle méthode devra apparaître dans le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque.

(d) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres international, la Banque et le Bénéficiaire conviennent que les dispositions de l'Annexe 2 des Politiques de Passation des Marchés portant sur les marges de préférence nationale lors de la comparaison des offres pour l'acquisition de biens, pourront être appliquées aux biens fabriqués sur le territoire du pays du Bénéficiaire, conformément aux indications figurant dans le document d'appel d'offres correspondant.

(e) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres national, les procédures d'appel d'offres national correspondantes pourront être utilisées, pourvu que la Banque estime que lesdites procédures garantissent économie, efficacité, transparence et une compatibilité générale avec la Section I des Politiques de Passation des Marchés et prennent en compte, entre autres, les dispositions du paragraphe 3.4 desdites Politiques.

Paragraphe 11. Sélection et recrutement des services de conseil. (a) Aux effets des dispositions de l'Article 11(f) des Normes Générales, les parties reconnaissent que les Politiques de Consultants sont celles datées de mars 2011 qui figurent dans le document GN-2350-9, approuvé par la Banque le 19 avril 2011. Si les Politiques de Consultants venaient à être modifiées par la Banque, la sélection et le recrutement des services de conseil devront être réalisés conformément aux dispositions des Politiques de Consultants modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour la sélection et le recrutement des services de conseil, quelconque des autres méthodes décrites dans les Politiques de Consultants pourra être utilisée, pourvu que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché correspondante dans le Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque.

(c) Le seuil déterminant l'établissement de listes restreintes de consultants internationaux sera mis à disposition du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sur la page internet www.iadb.org/procurement. En dessous dudit seuil, la liste restreinte pourra être intégralement composée de consultants qui sont des ressortissants du pays du Bénéficiaire.

Paragraphe 12. Utilisation des systèmes de pays. Aux effets des dispositions de l'Article 11(b) des Normes Générales, les parties reconnaissent qu'à la date de signature de cet

Accord, l'utilisation des systèmes de pays n'est pas prévue pour les passations de marchés de biens et services autres que les services de conseil et le recrutement de services de conseil.

Paragraphe 13. Actualisation du Plan de Passation des Marchés. Aux fins d'actualiser du Plan de Passation des Marchés, conformément aux dispositions de l'Article 11(c) des Normes Générales, le Bénéficiaire devra utiliser, ou faire en sorte que l'Organisme d'Exécution utilise, selon le cas, le système d'exécution et de suivi des plans de passations des marchés prescrit par la Banque.

Paragraphe 14. Suivi et évaluation. (a) Le Bénéficiaire par lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution s'engage à présenter les rapports suivants, d'après un modèle convenu avec la Banque et conformément au Rapport de Suivi du Projet de la Banque et le Plan d'Exécution Pluriannuel :

- (i) des plans d'opérations annuels (POA) préparés par l'UGP et soumis au plus tard trente (30) jours avant la fin de chaque année civile, et ceci pendant la période de décaissement décrite au Paragraphe 5 de ces Dispositions Spéciales. Les POA incluront, entre autres : des indicateurs cibles, un plan de travail pour la période correspondante, le plan actualisé de passation des marchés, un plan de mitigation des risques, une prévision de décaissement, et un plan d'entretien pour les infrastructures et équipements financés par le Projet ;
- (ii) des rapports semestriels (RS), préparés par l'UGP et soumis au plus tard trente (30) jours après la fin de chaque semestre calendaire, indiquant, entre autres : le niveau de réalisation des indicateurs de produits du projet prévus dans le Plan d'Exécution Pluriannuel, des explications sur les retards éventuels d'exécution et les problèmes rencontrés, ainsi que les mesures correctives à mettre en place ; et
- (iii) un rapport final, préparé par l'UGP à la fin du Projet, qui résumera la mise en œuvre du projet et les résultats de l'évaluation finale.

(b) Aux fins de l'évaluation du Projet, l'UGP préparera et soumettra à la Banque : (i) un rapport d'évaluation indépendant à mi-mandat, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle cinquante pourcent (50%) des produits de la Contribution auront été décaissés ; et (ii) un rapport d'évaluation finale indépendant, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date à laquelle quatre-vingt-dix pourcent (90%) des produits de la Contribution auront été décaissés. Le rapport d'évaluation finale comprendra les résultats de l'évaluation de l'impact du Projet.

Paragraphe 15. États financiers et autres rapports. Le Bénéficiaire s'engage à ce que soient présentés à la satisfaction de la Banque par lui-même ou par l'intermédiaire de l'Organisme d'Exécution, dans les délais et au cours de la période définis ci-après, les rapports suivants :

- (i) dans un délai de cent-vingt (120) jours après la clôture de chaque année fiscale de l'Organisme d'Exécution et pendant la période de décaissements de la Contribution, les états financiers audités du Projet dûment rapportés par une firme d'audit indépendante acceptable par la Banque ; et

- (ii) dans un délai de cent-vingt (120) jours après la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, le dernier état financier audité du Project.

Paragraphe 16. Accès à l'information. (a) Le Bénéficiaire s'engage à informer la Banque par écrit dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrables suivant la date de signature du présent Accord s'il considère que cet Accord contient des informations qui sont susceptibles d'être considérées comme une exception au principe de divulgation de l'information inscrit dans la Politique d'Accès à l'Information de la Banque, dans ce cas, le Bénéficiaire s'engage à identifier les dispositions considérées comme telles dans le présent Accord. En application de la Politique d'Accès à l'Information de la Banque, la Banque mettra à la disposition du public sur son site internet le texte du présent Accord, une fois qu'il aura été signé et sera entré en vigueur, à l'exclusion seulement des informations que le Bénéficiaire aura identifiées comme une exception au principe de divulgation de l'information tel que stipulé dans la Politique d'Accès à l'Information de la Banque.

(b) Conformément à la Politique d'Accès à l'Information mentionnée ci-dessus, et sous réserve de ses dispositions, la Banque divulguera au public les États Financiers Audités (« EFAs ») qu'elle reçoit de l'Organisme d'Exécution, conformément au Paragraphe 15 de ces Dispositions Spéciales.

(c) Dans les cas où l'Organisme d'Exécution identifie des informations contenues dans les EFAs qu'il considère confidentielles, conformément aux exceptions prévues dans la Politique d'Accès à l'Information, ce dernier devra préparer une version résumée des EFAs, acceptable par la Banque, pour sa divulgation au public.

Paragraphe 17. Communications. Toutes les notifications, requêtes ou communications que les parties doivent s'adresser en vertu du présent Accord, se feront par écrit et seront considérées comme effectuées à partir du moment où le document correspondant est remis au destinataire à l'adresse indiquée ci-après, à moins que les parties n'en conviennent autrement par écrit :

Du Bénéficiaire :

Ministère de l'Environnement
Rue 4, 11 Pacot
Boite Postale 19260
Port-au-Prince
Haïti

Télécopie : (509) 2943 0520 / 2943 0521

De la Banque :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
Etats-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

Je vous invite à manifester votre acceptation des conditions du présent Accord, en représentation du Bénéficiaire, par la signature et la remise de l'un des exemplaires originaux dans les bureaux de la Représentation de la Banque à Port-au-Prince, Haïti.

Le présent Accord est signé en deux (2) exemplaires originaux au contenu identique, par des représentants dûment autorisés à cette fin, et entrera en vigueur à la date de sa signature par le Bénéficiaire.

Sincères salutations,

/s/ [Gilles Damais]
[Chef des Opérations]

p. Luis Estanislao Echebarría
Représentant de la Banque en Haïti

Accepté :

Ministère de l'Economie et des Finances

/s/

Jude Alix Patrick Salomon
Ministre

Date : 11 janvier 2018

**NORMES GÉNÉRALES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE COOPÉRATION
TECHNIQUE NON REMBOURSABLE**

Article 1. Application et portée des Normes Générales. (a) Les présentes Normes Générales définissent les conditions et modalités applicables en général à toutes les opérations de coopération technique non remboursable de la Banque, et leurs dispositions font partie intégrante du présent Accord. Toute exception aux présentes Normes Générales sera indiquée expressément dans le texte des Dispositions Spéciales.

(b) Si l'une quelconque des clauses des Dispositions Spéciales ou de l'Annexe ou des Annexes n'est pas conforme ou est en contradiction avec les présentes Normes Générales, ce seront les clauses des Dispositions Spéciales ou de l'Annexe en question qui prévaudront. En cas de non-conformité ou de contradiction entre les clauses des Dispositions Spéciales et de l'Annexe ou des Annexes en question, le principe selon lequel la clause spécifique primera sur la clause générale sera appliqué.

Article 2. Conditions préalables au premier décaissement. (a) Le premier décaissement de la Contribution aura lieu sous réserve que le Bénéficiaire, lui-même ou par l'entremise de l'Organisme d'Exécution :

- (i) ait désigné un ou plusieurs fonctionnaires en mesure de le représenter pour tous les actes liés à l'exécution du présent Accord et ait fait parvenir à la Banque des exemplaires authentiques des signatures desdits représentants. Si deux fonctionnaires ou plus sont désignés, il faudra indiquer si les personnes désignées peuvent agir séparément ou si elles doivent agir ensemble ; et
- (ii) ait présenté un calendrier pour l'utilisation de l'Apport.

(b) Si dans un délai de cent-quatre-vingt (180) jours à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, ou dans des délais plus longs convenus par écrit par les parties, les conditions préalables au premier décaissement définies dans le présent Article et dans les Dispositions Spéciales ne sont pas remplies, la Banque pourra mettre un terme à cet Accord en donnant la notification correspondante au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas.

Article 3. Impératifs applicables à tout décaissement. Pour que la Banque effectue tout décaissement, il sera nécessaire : (a) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, ait présenté par écrit, ou par voie électronique sous la forme et dans les conditions spécifiées par la Banque, une demande de décaissement et que, à l'appui de cette demande, aient été remis à la Banque, les documents pertinents et autres justificatifs qui ont pu être demandés ; (b) que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, ait ouvert et conservé un ou plusieurs comptes bancaires dans une institution financière où la Banque effectuera les décaissements de la Contribution ; (c) sauf décision contraire de la Banque, que les demandes soient soumises au plus

tard trente (30) jours civils avant la date d'expiration du délai pour les décaissements ou de la prorogation de celui-ci que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, et la Banque ont convenu par écrit ; et (d) qu'aucune des circonstances décrites à l'Article 7 des présentes Normes Générales ne se soit produite.

Article 4. Formes de décaissements de la Contribution. (a) La Banque pourra effectuer des décaissements sur la Contribution, de la manière suivante : (i) au moyen de virements pour le compte du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, des sommes auxquelles il a droit conformément au présent Accord en vertu de la modalité de remboursement des dépenses ou d'avance de fonds¹ ; (ii) au moyen de paiements pour le compte du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, et en accord avec lui, à des tiers ou autres institutions bancaires ; et (iii) au moyen d'une autre modalité convenue par les parties par écrit. Toute dépense bancaire engagée par un tiers en raison des décaissements incombera au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas.

(b) Par prélèvement(s) sur le compte de la Contribution et dans le respect des impératifs prévus aux Articles 2 et 3 des présentes Normes Générales et des clauses pertinentes des Dispositions Spéciales, la Banque pourra effectuer le décaissement de ressources de la Contribution pour :

- (i) rembourser au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, les dépenses liées à l'exécution du Projet qu'elle aura financé avec ses ressources ou d'autres sources de financement, qui peuvent être financées avec les ressources de la Contribution, conformément aux dispositions du présent Accord. Sauf accord exprès entre les parties, les demandes de décaissement pour rembourser les dépenses financées par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devront être soumises dans les meilleurs délais à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, encourt lesdites dépenses, ou au plus tard dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque semestre calendaire ou dans d'autres délais convenus par les parties ; et
- (ii) avancer des ressources au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, en fonction des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les dépenses liées à son exécution qui peuvent être financées avec les ressources de la Contribution, conformément aux dispositions du présent Accord. Le montant maximum de chaque avance de fonds sera fixé par la Banque et correspondra à un montant déterminé en fonction des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de dépenses liées à son exécution pouvant être financées avec les ressources de la Contribution. Le montant maximum d'une avance de fonds ne saurait en aucun cas dépasser la somme nécessaire pour le financement desdites dépenses, au cours d'une période maximale de six (6) mois,

¹ « Avance de fonds » correspond au montant des ressources avancées par la Banque au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sur les ressources de la Contribution, pour couvrir des dépenses admissibles du Projet.

conformément au calendrier des investissements et aux flux de ressources nécessaires à cette fin, et à la capacité démontrée du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, à administrer efficacement les ressources de la Contribution.

(c) La Banque pourra: (i) accroître le montant maximum d'une avance de fonds en vigueur en cas de besoins immédiats de ressources qui, de l'avis de la Banque, le méritent, sous réserve qu'une demande justifiée en ait été présentée par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, et qu'ait été présenté un état, jugé satisfaisant par la Banque, des dépenses programmées pour l'exécution du Projet correspondant à la période de l'avance de fonds en vigueur ; ou (ii) procéder à une nouvelle avance de fonds sur la base des indications de l'alinéa (b)(ii) ci-dessus, lorsqu'au moins 80% du solde total cumulé de l'(des) avance(s) de fonds antérieure(s) a été justifié.

(d) La Banque pourra également réduire ou annuler le solde total cumulé de l'(des) avance(s) de fonds si elle détermine que les ressources décaissées de la Contribution n'ont pas été utilisées ou justifiées comme il se doit et en temps opportun, de façon jugée satisfaisante par la Banque, conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 5. Période de Clôture.² Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra : (a) présenter sous une forme jugée satisfaisante par la Banque, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution, les justificatifs des dépenses engagées sur le compte du Projet ainsi que les autres informations qu'a pu lui demander la Banque, et (b) rendre à la Banque, au plus tard le dernier jour de la Période de Clôture, le solde non utilisé ou non dûment justifié des ressources décaissées sur la Contribution. S'il est prévu que les services d'audit soient financés avec les ressources de la Contribution et que lesdits services ne soient pas terminés et payés avant l'échéance de la Période de Clôture à laquelle il est fait référence à l'alinéa (a) ci-dessus, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra en informer la Banque et convenir avec elle d'une façon de permettre le paiement desdits services, et de restituer les ressources de la Contribution destinées à cette fin, au cas où la Banque ne recevrait pas les états financiers et autres rapports audités dans les délais stipulés dans le présent Accord.

Article 6. Dépenses imputées à la Contribution. La Contribution sera destinée exclusivement à couvrir les catégories qui, imputées sur ses ressources, sont définies dans le budget du Projet inclus à l'Annexe unique qui décrit le Projet. Seules pourront être imputées à la Contribution les dépenses réelles et directes engagées pour l'exécution du Projet. Il ne sera pas possible d'imputer les dépenses indirectes ni les services de fonctionnement général, non inclus dans le budget de ce Projet.

² « Période de Clôture » désigne le délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date stipulée pour le dernier décaissement des ressources de la Contribution, pour finaliser les paiements dus à des tiers, présenter les justificatifs finaux des dépenses engagées, rapprocher les registres et remettre à la Banque les ressources de la Contribution décaissées et non justifiées.

Article 7. Suspension et annulation des décaissements. (a) La Banque pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution si l'une des circonstances suivantes se présente : (i) le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, de toute obligation stipulée dans le présent Accord ; et (ii) toute circonstance qui, de l'avis de la Banque, serait susceptible de rendre la réalisation des objectifs du Projet improbable. Dans ces cas-là, la Banque en informera par écrit le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, afin qu'il présente son point de vue et à l'issue d'un délai de trente (30) jours après la date de la communication adressée par la Banque, celle-ci pourra suspendre les décaissements ou annuler la partie non décaissée de la Contribution.

(b) En vertu des dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus, les parties conviennent que si le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution subissent des changements sur le plan institutionnel ou organisationnel qui, de l'avis de la Banque, peuvent avoir une incidence sur la bonne réalisation des objectifs du Projet, la Banque réexaminera et évaluera les possibilités d'atteindre ces objectifs et aura toute discrétion pour suspendre, conditionner ou annuler les décaissements de la Contribution.

(c) En outre des dispositions prévues à l'alinéa (a) ci-dessus, la Banque pourra : (i) suspendre les décaissements si, conformément aux procédures de sanctions de la Banque, il est établi à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat qu'un employé, un agent ou un représentant du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution a commis une pratique interdite, telles que celles-ci sont définies à l'Article 8 des présentes Normes Générales (ci-après, les « Pratiques Interdites ») ; et (ii) annuler la partie non décaissée de la Contribution qui correspondait précisément à une passation de marchés déterminée portant sur des biens, des travaux, des services connexes ou des services de consultants, si : (A) à un moment quelconque il est déterminé que ce marché a été passé sans suivre les procédures stipulées dans le présent Accord ; ou (B) conformément aux procédures de sanctions de la Banque, il est établi qu'une entreprise, entité ou personne soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) a commis une Pratique Interdite à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat, lorsqu'il y a des preuves que le représentant du Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution n'a pas pris les mesures correctives nécessaires (y compris, entre autres, l'envoi d'une notification appropriée à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique Interdite), dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

Article 8. Pratiques Interdites. (a) Aux fins de cet Accord, une Pratique Interdite inclut les pratiques suivantes : (i) une « pratique de corruption » consiste à offrir, donner, recevoir ou solliciter directement ou indirectement quelque chose de valeur afin d'influencer indûment les actes d'une autre partie ; (ii) une « pratique de fraude » est un acte ou une omission, y compris une distorsion, qui, sciemment ou par imprudence, induit en erreur ou cherche à induire en erreur une partie afin de se procurer un avantage financier ou autre ou de se soustraire à une obligation ;

(iii) une « pratique de coercition » consiste à porter atteinte ou à nuire, ou à menacer de porter atteinte ou de nuire directement ou indirectement à une partie ou à un bien d'une partie afin d'influencer indûment les actes d'une partie ; (iv) une « pratique de collusion » est une entente entre deux parties ou plus visant à atteindre un objectif inapproprié, notamment pour influencer indûment les actes d'une autre partie ; et (v) une « pratique d'obstruction » consiste (A) à délibérément détruire, falsifier, altérer ou dissimuler des preuves importantes pour l'enquête ou à faire de fausses déclarations aux enquêteurs, dans le but d'empêcher matériellement une enquête du Groupe de la Banque sur les allégations de pratiques de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou menacer, harceler ou intimider toute partie dans le but de l'empêcher de divulguer sa connaissance de faits pertinents pour l'enquête ou de poursuivre l'enquête ; ou (B) en tout acte visant à empêcher significativement l'exercice des droits d'audit et d'inspection de la Banque prévus aux Articles 13(c), 14(g) et 15(e) des présentes Normes Générales.

(b) En plus des dispositions des Articles 7(c)(i) et 7(c)(ii)(B) des présentes Normes Générales, s'il est établi, conformément aux procédures de sanctions de la Banque, qu'une entreprise, entité ou personne soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire ou l'Organismes d'Exécution (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) a commis une Pratique Interdite à n'importe quel stade de la passation de marché ou de l'exécution d'un contrat, la Banque pourra :

- (i) ne pas financer une proposition d'attribution d'un marché pour des travaux, des biens, des services connexes et des services de consultants financés par la Banque ;
- (ii) déclarer la passation de marché non-conforme pour obtenir le financement de la Banque, lorsqu'il y a des preuves que le représentant du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, n'a pas pris les mesures correctives nécessaires (y compris, entre autres, l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique Interdite), dans un délai jugé raisonnable par la Banque ;
- (iii) prononcer à l'entreprise, l'entité ou la personne une réprimande sous la forme d'une lettre officielle désavouant son comportement ;
- (iv) déclarer qu'une entreprise, une entité ou une personne est exclue, définitivement ou pour une période déterminée: (A) de l'attribution ou de la participation à des activités financées par la Banque ; et (B) d'être un sous-consultant, un sous-traitant, un fournisseur ou un prestataire de service désigné d'une entreprise autrement éligible à qui il a été accordé un contrat pour exécuter des activités financées par la Banque ;

- (v) déferer l'affaire aux autorités compétentes chargées de veiller au respect de la loi ; et/ou
- (vi) imposer d'autres sanctions qu'elle juge appropriées dans les circonstances, y compris des amendes correspondant au remboursement des frais engagés par la Banque pour les enquêtes et les procédures. De telles sanctions peuvent être imposées en sus ou au lieu des sanctions mentionnées à l'Article 7(c)(i), l'Article 7(c)(ii)(B), l'Article 8(b) alinéas (i) et (v).

(c) Les dispositions de l'Article 7(c)(i) et de l'Article 8(b)(i) seront également applicables lorsque lesdites parties auront été suspendues d'éligibilité de se voir attribuer d'autres contrats en attente du résultat final d'une procédure de sanctions ou autre.

(d) Toute action engagée par la Banque en vertu des dispositions mentionnées ci-dessus sera rendue publique.

(e) Toute entreprise, entité ou personne soumissionnaire ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les firmes de consultants et les consultants individuels, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) peut faire l'objet de sanctions en vertu des accords qui peuvent exister entre la Banque et d'autres institutions financières internationales concernant l'exécution mutuelle de décisions d'exclusion. Aux fins de ce paragraphe, le terme « sanction » signifie toute exclusion, toute condition sur la future passation de marchés ou toute action publique entreprise en réponse à la violation du cadre applicable d'une institution financière internationale pour répondre aux allégations de Pratiques Interdites.

(f) Lorsque le Bénéficiaire acquiert des biens, réalise des passations de marchés de travaux ou de services autres que des services de conseil directement à partir d'un organisme spécialisé, ou sélectionne un organisme spécialisé pour lui fournir des services d'assistance technique dans le cadre d'un accord entre le Bénéficiaire et ledit organisme spécialisé, toutes les dispositions prévues dans cet Accord concernant les sanctions et les Pratiques Interdites s'appliqueront dans leur intégralité aux candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, firmes de consultants et consultants individuels, au personnel, aux sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou prestataires de services, concessionnaires, (incluant leurs dirigeants, employés et agents respectifs, qu'ils soient expressément ou implicitement leurs agents) ou toute autre entité ayant signé des contrats avec ledit organisme spécialisé pour la fourniture de biens, travaux ou services autres que des services de conseil en lien avec les activités financées par la Banque. La Banque se réserve le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il invoque des recours tels que la suspension ou la résiliation. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les contrats conclus avec les organismes spécialisés incluent des dispositions obligeant ces organismes spécialisés à consulter la liste des entreprises ou personnes suspendues ou exclues tenue par la Banque. En cas de signature par un organisme spécialisé d'un contrat ou d'un bon de commande avec une entreprise

ou une personne suspendue ou exclue par la Banque, celle-ci refusera de financer les dépenses y afférentes et prendra d'autres mesures appropriées, le cas échéant.

Article 9. Taux de change pour les projets financés sur des fonds libellés en dollars des Etats-Unis d'Amérique.

(a) Décaissements :

- (i) La contrevaletur en dollars des Etats-Unis d'Amérique d'autres monnaies convertibles dans lesquelles les décaissements de la Contribution pourront être faits sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement ; et
- (ii) La contrevaletur en dollars des Etats-Unis d'Amérique de la monnaie locale ou d'autres monnaies non convertibles, dans le cas de projets régionaux, dans lesquelles les décaissements de la Contribution pourront être faits sera calculée en appliquant, à la date du décaissement, le taux de change correspondant à l'accord en vigueur entre la Banque et le pays en question en vue de préserver la valeur de cette monnaie ou d'autres monnaies non convertibles, dans le cas de projets régionaux, déposées auprès de la Banque.

(b) Dépenses effectuées :

La contrevaletur en monnaie de la Contribution d'une dépense réalisée dans la monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sera calculée en utilisant l'un des taux de change suivants, conformément aux clauses des Dispositions Spéciales du présent Accord : (i) le même taux de change que celui utilisé pour la conversion des ressources décaissées dans la monnaie de la Contribution en monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution. Dans ce cas, aux fins de remboursement des dépenses imputées sur la Contribution et de couverture des dépenses imputées sur l'Apport, le taux de change en vigueur à la date où la demande de remboursement est soumise à la Banque sera appliqué ; ou (ii) le taux de change en vigueur dans le pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, à la date effective du paiement de la dépense dans la monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution.

Article 10. Taux de change pour les projets financés sur des fonds constitués en monnaies convertibles différentes du dollar des Etats-Unis d'Amérique. (a) Décaissements. La Banque pourra convertir la monnaie décaissée sur les ressources du fonds fiduciaire mentionné dans les Dispositions Spéciales :

- (i) en d'autres monnaies convertibles en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché à la date du décaissement ; ou

- (ii) en monnaie locale ou autres monnaies non convertibles, dans le cas de projets régionaux, en appliquant, à la date du décaissement, la procédure suivante : (A) la contrevaletur en dollars des Etats-Unis d'Amérique de la monnaie du fonds fiduciaire indiqué dans les Dispositions Spéciales sera calculée en appliquant le taux de change en vigueur sur le marché ; (B) par la suite, la contrevaletur de ces dollars des Etats-Unis d'Amérique en monnaie locale ou autres monnaies non convertibles sera calculée, dans le cas de projets régionaux, en appliquant le taux de change correspondant à l'accord en vigueur entre la Banque et le pays en question en vue de préserver la valeur de cette monnaie déposée auprès de la Banque.

(b) Dépenses effectuées :

La contrevaletur en monnaie de la Contribution d'une dépense réalisée dans la monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sera calculée en utilisant l'un des taux de change suivants, conformément aux clauses des Dispositions Spéciales du présent Accord : (i) le même taux de change que celui utilisé pour la conversion des ressources décaissées dans la monnaie de la Contribution en monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution. Dans ce cas, aux fins de remboursement des dépenses imputées sur la Contribution et de couverture des dépenses imputées sur l'Apport, le taux de change en vigueur à la date où la demande est soumise à la Banque sera appliqué ; ou (ii) le taux de change en vigueur dans le pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, à la date effective du paiement de la dépense dans la monnaie du pays du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution.

Article 11. Sélection et passation de marchés de biens et de services autres que les services de conseil et sélection et recrutement de services de conseil. (a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (b) du présent Article, le Bénéficiaire s'engage à réaliser et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'Exécution et l'Agent Spécialiste de la Passation des Marchés, le cas échéant, réalise les passations de marchés de biens et services autres que les services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques de Passations des Marchés et du Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque, et la sélection et le recrutement de services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques de Consultants et du Plan de Passation des Marchés approuvé par la Banque. Le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître à l'Organisme d'Exécution, à l'Agent Spécialiste de la Passation des Marchés et à l'agence spécialisée, le cas échéant, les Politiques de Passations des Marchés et les Politiques de Consultants.

(b) Lorsque la Banque aura validé les systèmes du pays membre de la Banque où le Projet sera exécuté, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, pourra réaliser les passations de marchés financées en totalité ou en partie avec les ressources de la Contribution en utilisant ces systèmes, conformément aux termes de la validation par la Banque et à la législation applicable validée, lesquels sont spécifiés dans les Dispositions Spéciales. Le Bénéficiaire s'engage à notifier ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'Exécution notifie la

Banque de tout changement de ladite législation ou qui l'affecte, auquel cas la Banque pourra annuler, suspendre ou changer les termes de sa validation. L'utilisation des systèmes de pays ne dispense pas de l'application des dispositions prévues dans la Section I des Politiques de Passations des Marchés et des Politiques de Consultants, y compris l'exigence selon laquelle les passations de marchés correspondantes doivent figurer dans le Plan de Passation des Marchés, et doivent être soumises aux autres clauses du présent Accord.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à actualiser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'Exécution maintienne actualisé le Plan de Passation des Marchés, au moins annuellement ou plus fréquemment, selon les besoins du Projet. Chaque version actualisée dudit Plan de Passation des Marchés sera soumise à la Banque pour examen et approbation.

(d) La Banque effectuera une révision *ex-ante* ou *ex-post* des procédures de sélection, recrutement et passations de marchés, conformément à ce qui est établi dans le Plan de Passation des Marchés. A tout moment durant l'exécution du Projet, la Banque pourra changer la modalité de révision de ces procédures, au moyen d'une communication préalable adressée au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution. Les changements approuvés par la Banque devront figurer dans le Plan de Passation des Marchés.

(e) Le Bénéficiaire s'engage à obtenir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'Exécution obtienne, avant l'attribution du marché correspondant à chacun des ouvrages du Projet, le cas échéant, la possession juridique de la propriété où la construction de l'ouvrage correspondant aura lieu, les servitudes et autres droits nécessaires pour sa construction et son usage, ainsi que les droits sur l'eau requis pour l'ouvrage en question.

(f) Aux effets de ce qui précède : (i) « Agent Spécialiste de la Passation des Marchés » signifie l'entité ayant la capacité juridique pour signer des contrats et qui, avec l'accord du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas, assume dans sa totalité ou en partie la responsabilité des passations de marchés de travaux ou de biens, de services autres que les services de conseil ou de services de conseil du Projet ; (ii) « Plan de Passation des Marchés » signifie l'outil de programmation et de suivi des passations de marchés du Projet, selon les termes décrits dans les Politiques de Passation des Marchés et les Politiques de Consultants ; (iii) « Politiques de Passation des Marchés » signifie les Politiques relatives à la passation des marchés de biens et de travaux financés par la Banque Interaméricaine de Développement qui sont en vigueur au moment de l'approbation du Projet par la Banque ; (iv) « Politiques de Consultants » signifie les Politiques relatives à la sélection et au recrutement de consultants financés par la Banque Interaméricaine de Développement qui sont en vigueur au moment de l'approbation du Projet par la Banque.

(g) Sur le compte de la Contribution et à hauteur du montant destiné à cet effet dans le budget inclus dans l'Annexe unique qui décrit le Projet, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, pourra acquérir les biens, recruter les consultants et les services autres que les services de conseil qui sont prévus dans le Projet.

(h) Lorsque les biens et services acquis et recrutés pour le Projet sont financés avec des ressources de l'Apport, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, appliquera, dans la mesure du possible, des procédures qui permettent la participation de plusieurs soumissionnaires et candidats, et prêterait dûment attention aux considérations économiques, à l'efficacité et au caractère raisonnable des prix.

(i) Lorsque d'autres sources de financement que les ressources de la Contribution ou celles de l'Apport sont utilisées, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, pourra convenir avec le bailleur de fonds de la procédure à suivre pour la passation de marchés de biens et services autres que les services de conseil et le recrutement de consultants. Toutefois, sur demande de la Banque, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra démontrer le caractère raisonnable à la fois du prix convenu ou payé pour l'acquisition desdits biens et services autres que les services de conseil ou pour le recrutement de consultants, et des conditions financières des crédits. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra également démontrer que la qualité des biens et des services autres que les services de conseil et des consultants répond aux impératifs techniques du Projet.

(j) Au cours de l'exécution du Projet, les biens auxquels il est fait référence à l'alinéa (g) ci-dessus seront utilisés exclusivement pour la réalisation du Projet. Au terme de l'exécution du Projet, lesdits biens pourront être utilisés à d'autres fins.

(k) Les biens compris dans le Projet seront entretenus de façon adéquate conformément aux normes techniques généralement acceptées et à un niveau compatible avec les services devant être fournis.

Article 12. Autres obligations contractuelles des consultants. (a) Outre les impératifs spéciaux inclus dans l'Article 13(c), l'Article 14(g), et l'Article 15(e) des présentes Normes Générales, dans les Dispositions Spéciales, dans l'(les) Annexe(s) et dans les cahiers des charges applicables, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, convient que les contrats qui sont signés avec les consultants définiront également l'obligation pour ceux-ci :

- (i) d'apporter les éclaircissements ou les compléments que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution ou la Banque jugeront nécessaires quant aux rapports que les consultants sont dans l'obligation de présenter, en application du cahier des charges de leurs contrats respectifs ;
- (ii) de communiquer au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution et à la Banque toute information supplémentaire que l'un ou l'autre pourraient raisonnablement demander pour ce qui a trait au déroulement de leurs activités ;
- (iii) dans le cas de consultants internationaux, de réaliser leurs activités sur une base intégrée avec le personnel professionnel local qu'affecte ou recrute le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution pour participer à la réalisation du Projet, afin de réaliser une formation technique et opérationnelle dudit personnel d'ici l'achèvement des activités ; et

- (iv) de céder à la Banque les droits d'auteur, brevets et tout autre droit de propriété industrielle, le cas échéant, sur les travaux et documents produits par les consultants dans les contrats de consultants financés avec les ressources du Projet.

(b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (a)(iv) ci-dessus, afin de diffuser en temps opportun les résultats du Projet, la Banque autorise le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution à utiliser les produits des services de conseil financés avec des ressources du Projet et à en bénéficier, étant entendu que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution utiliseront lesdits produits de conseil sous réserve des dispositions de l'Article 17 des présentes Normes Générales.

Article 13. Système d'information financière et contrôle interne. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra maintenir : (i) un système d'information financière acceptable pour la Banque qui permette de tenir un registre comptable, budgétaire et financier, et la publication d'états financiers et autres rapports connexes sur les ressources de la Contribution et toutes autres sources de financement, le cas échéant ; et (ii) une structure de contrôle interne permettant une gestion efficace du Projet, assurant la fiabilité des informations financières, des registres et archives physiques, magnétiques et électroniques, et permettant l'application des dispositions du présent Accord.

(b) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, s'engage à conserver les registres originaux du Projet pendant une période minimale de trois (3) ans après la date stipulée pour le dernier décaissement de la Contribution de façon à : (i) permettre l'identification des sommes reçues des différentes sources ; (ii) consigner, conformément au système d'information financière approuvé par la Banque, les dépenses engagées sur le compte du Projet, tant avec les ressources de la Contribution qu'avec les autres fonds qui doivent être apportés pour son exécution totale ; (iii) inclure les détails nécessaires pour identifier les services pour lesquels des contrats ont été passés et les biens acquis, le cas échéant, ainsi que l'utilisation desdits biens et services ; (iv) justifier le caractère conforme de l'autorisation, de la réception et du paiement du service retenu ou du bien acquis, le cas échéant ; (v) inclure la documentation liée au processus de passation de marchés, acquisition et exécution des contrats financés par la Banque et d'autres sources de financement, ce qui comprend, sans que ce soit limitatif, les appels d'offres, les offres groupées, les résumés, les évaluations des offres, les contrats, la correspondance, les produits et projets de travail, les factures, les certificats et rapports d'acceptation et reçus, y compris les documents liés au paiement de commissions, et les paiements versés aux représentants, consultants et maîtres d'œuvre ; et (vi) démontrer le coût du Projet pour ce qui est de chaque catégorie de son budget.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les dossiers d'appel d'offre et les contrats financés avec les ressources de la Contribution qui sont conclus par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, incluent une disposition requérant que les fournisseurs de biens ou prestataires de services, les entrepreneurs, les consultants ainsi que leurs représentants, le personnel, les sous-consultants, les sous-traitants, ou les concessionnaires, conservent tous les documents et dossiers liés aux activités financées par la Banque pendant sept (7) ans après l'achèvement du travail prévu dans le contrat en question.

Article 14. Audit externe. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, s'engage à présenter à la Banque, pendant la période d'exécution du Projet et dans les délais et à la fréquence indiqués dans les Dispositions Spéciales du présent Accord, les états financiers du Projet et autres rapports que peut raisonnablement lui demander la Banque, ainsi que les informations financières supplémentaires relatives à ceux-ci que peut lui demander la Banque, conformément aux normes et principes de comptabilité jugés acceptables par la Banque.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les états financiers et les autres rapports mentionnés dans les Dispositions Spéciales du présent Accord soient audités par des commissaires aux comptes indépendants jugés acceptables par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit jugés acceptables par la Banque, et à présenter, de façon jugée satisfaisante par la Banque, les informations relatives aux commissaires aux comptes indépendants dont les services ont été retenus que celle-ci peut lui demander.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et à recruter, lui-même ou par l'entremise de l'Organisme d'Exécution, les commissaires aux comptes indépendants nécessaires pour la présentation en temps opportun des états financiers et autres rapports mentionnés à l'alinéa (b) ci-dessus, au plus tard quatre (4) mois avant la clôture de chaque exercice budgétaire du pays du Bénéficiaire, à partir de la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur ou dans d'autres délais dont les parties conviennent conformément aux procédures et cahiers des charges convenus précédemment avec la Banque. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra autoriser les commissaires aux comptes à communiquer à la Banque les informations supplémentaires que celle-ci pourra raisonnablement demander, en rapport avec les états financiers et autres rapports audités.

(d) Dans les cas où l'audit est à la charge d'un organisme officiel de contrôle et que celui-ci ne puisse effectuer son travail dans des conditions satisfaisantes pour la Banque, ou dans les délais impartis, dans la période et à la fréquence précisées dans le présent Accord, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, sélectionnera et contractera les services d'auditeurs indépendants jugés acceptables par la Banque, conformément aux dispositions indiquées dans l'alinéa (c) précédent.

(e) Sans préjudice des dispositions des alinéas ci-dessus, la Banque, à titre exceptionnel et suite à un accord préalable entre les parties, pourra se charger de la sélection et de la passation des contrats pour les services de commissaires aux comptes indépendants pour la préparation des états financiers et autres rapports audités prévus dans le présent Accord lorsque : (i) les avantages de la sélection et de la passation de tels contrats par la Banque sont plus grands ; ou (ii) les services de cabinets privés et de comptables publics indépendants qualifiés dans le pays sont limités ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque se charge de la sélection et de la passation de contrats pour ces services.

(f) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'Exécution, selon le cas, d'autres types d'audit externe ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'Exécution et d'entités connexes, du système d'information financière et des

comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, la fréquence, la portée, l'opportunité, la méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection et les cahiers des charges seront définis d'un commun accord entre les parties.

(g) Les dossiers d'appel d'offres et les contrats conclus par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution avec un fournisseur de biens ou un prestataire de services, un entrepreneur, un sous-traitant, un consultant, un sous-consultant, le personnel ou un concessionnaire, devront inclure une disposition permettant à la Banque d'examiner tout compte, tout dossier et tous autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat, ainsi qu'à les soumettre pour vérification à des commissaires aux comptes désignés par la Banque.

Article 15. Inspections. (a) La Banque pourra définir les procédures d'inspection qu'elle jugera nécessaires pour assurer le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra permettre à la Banque d'inspecter à tout moment le Projet, l'équipement et le matériel correspondants et d'examiner les registres et les documents dont la Banque estimera qu'il est pertinent de prendre connaissance. Le personnel que la Banque enverra ou désignera à cette fin en qualité d'enquêteurs, de représentants ou d'auditeurs ou experts devra bénéficier de la plus ample collaboration des autorités respectives. Tous les coûts relatifs au transport, au salaire et aux dépenses afférentes à ce personnel, seront payés par la Banque.

(c) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra fournir à la Banque, si un de ses représentants autorisés le demande, tous les documents, y compris ceux qui ont trait aux passations de marchés, que la Banque peut raisonnable demander. De plus, le Bénéficiaire et l'Organisme d'Exécution devront mettre leur personnel à la disposition de la Banque, si cela leur est demandé avec un préavis raisonnable, pour qu'il réponde aux questions que le personnel de la Banque pourrait avoir suite à l'examen ou à l'audit des documents. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, devra présenter les documents dans les délais spécifiés, ou une déclaration sous serment explicitant les raisons pour lesquelles la documentation demandée n'est pas disponible ou n'est pas communiquée.

(d) Si le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, se refuse à donner suite à la demande présentée par la Banque, ou fait obstacle de quelque façon que ce soit à l'examen de l'affaire par la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, pourra adopter les mesures qu'elle considère appropriées à l'encontre du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'Exécution, selon le cas.

(e) Le Bénéficiaire s'engage à ce que les dossiers d'appel d'offre, les demandes de propositions et les contrats financés avec les ressources de la Contribution qui sont conclus par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, incluent une disposition requérant que les candidats, les soumissionnaires, les fournisseurs de biens ou prestataires de services ainsi que leurs représentants, les entrepreneurs, les consultants, le personnel, les sous-traitants, les sous-consultants ainsi que leurs représentants ou les concessionnaires: (i) permettent à la Banque

d'examiner tout compte, tout dossier et tous autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat, ainsi qu'à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque ; (ii) apportent pleinement leur soutien à la Banque dans son enquête ; (iii) fournissent à la Banque tout document nécessaire à une enquête portant sur des allégations de Pratiques Interdites, et mettent à la disposition de la Banque leurs employés ou agents ayant connaissance des activités financées par la Banque pour répondre aux questions relatives à l'enquête posées par le personnel de la Banque ou par tout enquêteur, agent, commissaire aux comptes ou consultant dûment désigné. Si le candidat, le soumissionnaire, le fournisseur de biens ou prestataire de services ainsi que leurs représentants, l'entrepreneur, le consultant, le personnel, le sous-traitant, le sous-consultant ainsi que leurs représentants ou le concessionnaire se refuse à coopérer ou ne se conforme pas aux demandes de la Banque ou fait de quelque autre manière que ce soit obstruction à toute enquête de la Banque, la Banque, à sa seule discrétion, pourra prendre les mesures appropriées contre le candidat, le soumissionnaire, le fournisseur de biens ou prestataire de services ainsi que leurs représentants, l'entrepreneur, le consultant, le personnel, le sous-traitant, le sous-consultant ainsi que leurs représentants ou le concessionnaire.

Article 16. Autres engagements. Le Bénéficiaire, lui-même ou par l'entremise de l'Organisme d'Exécution, devra également :

- (a) fournir aux consultants et aux experts locaux des services de secrétariat, des bureaux, des articles de bureau, des services de communication, le transport et tout autre soutien logistique qui leur est nécessaire pour mener à bien leur travail ;
- (b) présenter à la Banque une copie des rapports des consultants et leurs observations sur ceux-ci ;
- (c) fournir à la Banque toute autre information supplémentaire ou rapports juridiques que celle-ci peut raisonnablement lui demander au sujet de la réalisation du Projet et de l'utilisation de la Contribution et de l'Apport ; et
- (d) tenir le Représentant de la Banque dans le(s) pays en question informé de tous les aspects du Projet.

Article 17. Publication de documents. Tout document devant être publié sous le nom de la Banque ou en utilisant son logotype, que l'on souhaite publier dans le cadre d'un projet spécial, d'un programme conjoint, d'activités de recherche ou de toute autre activité financée sur les ressources du Projet, devra être approuvé au préalable par la Banque.

Article 18. Supervision sur le terrain. Sans préjudice de la supervision des travaux du Projet réalisée par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'Exécution, selon le cas, la Banque pourra procéder à la supervision du Projet sur le terrain.

Article 19. Portée de l'engagement de la Banque. Il est entendu que l'octroi de la Contribution par la Banque n'implique aucun engagement de sa part pour financer en totalité ou

en partie tout programme ou projet qui pourrait résulter directement ou indirectement de la réalisation du Projet.

Article 20. Arbitrage. En vue de résoudre tout litige résultant du présent Accord et qui n'aurait pu être résolu par un accord entre les parties, celles-ci se soumettent inconditionnellement et irrévocablement à la procédure et à la sentence arbitrales suivantes :

- (a) **Composition du Tribunal.** Le Tribunal Arbitral sera composé de trois (3) membres, qui seront désignés de la façon suivante : l'un par la Banque, l'autre par le Bénéficiaire, et un troisième, ci-après appelé le « Juge-arbitre » par accord direct entre les parties, ou par l'intermédiaire de leurs arbitres respectifs. Si les parties ou les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la personne du Juge-arbitre, ou si l'une des parties n'est pas en mesure de désigner des arbitres, le Juge-arbitre sera désigné à la demande de l'une ou l'autre des parties par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Juge-arbitre. Si l'un des arbitres désignés ou le Juge-arbitre ne souhaite pas ou ne peut pas occuper ou continuer à occuper cette fonction, il sera procédé à son remplacement de la même façon que pour sa désignation initiale. Son successeur aura les mêmes fonctions et attributions que son prédécesseur.
- (b) **Démarrage de la procédure.** Afin de soumettre le litige à la procédure arbitrale, la partie demanderesse adressera à l'autre partie une communication écrite exposant la nature de la requête, la satisfaction ou réparation qu'elle souhaite obtenir et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La partie qui reçoit cette communication devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si dans un délai de trente (30) jours à compter de la remise de ladite communication à la demanderesse, les parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Juge-arbitre, l'une ou l'autre pourra s'adresser au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains afin que celui-ci procède à la désignation.
- (c) **Constitution du Tribunal.** Le Tribunal Arbitral sera constitué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date désignée par le Juge-arbitre et, une fois constitué, il fonctionnera aux dates que fixera le Tribunal Arbitral lui-même.
- (d) **Procédure.**
 - (i) Le Tribunal Arbitral n'aura compétence que pour connaître des points du litige. Il adoptera sa propre procédure et pourra, de sa propre initiative, désigner les experts qu'il estime nécessaires. Dans tous les cas, il devra donner aux parties la possibilité de présenter leurs exposés en audience.

- (ii) Le Tribunal Arbitral tranchera en son âme et conscience, en se basant sur les termes de l'Accord, et il prononcera sa sentence même si l'une des parties fait défaut.
- (iii) La sentence sera consignée par écrit et sera adoptée avec la voix d'au moins deux membres du Tribunal Arbitral. Elle devra être prononcée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de la désignation du Juge-arbitre, à moins que le Tribunal Arbitral ne détermine qu'en raison de circonstances spéciales et imprévues, ce délai doit être prorogé. La sentence sera notifiée aux parties dans une communication signée au moins par deux membres du Tribunal Arbitral. Les parties conviennent que toute sentence du Tribunal Arbitral devra être appliquée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification, qu'elle aura force exécutoire et n'admettra aucun recours.
- (e) **Dépens.** Les honoraires de chaque arbitre seront couverts par la partie l'ayant désigné et les honoraires du Juge-arbitre seront couverts par les deux parties à proportion égale. Avant la constitution du Tribunal Arbitral, les parties conviendront des honoraires des autres personnes dont elles conviennent d'un commun accord qu'elles doivent intervenir dans la procédure d'arbitrage. S'il n'y a pas accord en temps opportun, le Tribunal Arbitral lui-même fixera la rémunération raisonnable pour lesdites personnes, en tenant compte des circonstances. Chaque partie supportera ses coûts dans la procédure d'arbitrage, mais les dépens du Tribunal Arbitral seront supportés par les parties dans des proportions égales. Tout doute relatif à la division des dépenses ou à la façon dont elles devront être payées sera résolu sans recours ultérieur par le Tribunal Arbitral.
- (f) **Notifications.** Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence sera faite sous la forme prévue dans le présent Article. Les parties renoncent à toute autre forme de notification.

ANNEXE UNIQUE

LE PROJET

Gestion de l'interface humain-biodiversité dans les aires marines protégées (AMP) du Sud d'Haïti

I. Objectif

- 1.01** L'objectif général du Project est de contribuer à améliorer la conservation et la gestion effective des Aires Marines Protégées (AMP) de Grosse Caye / Zone humide d'Aquin et Olivier / Zanglais. Les objectifs spécifiques sont de : (i) améliorer la gestion de la pêche dans les AMP ; et (ii) atténuer le changement climatique à travers la restauration des écosystèmes critiques.

II. Description

- 2.01** Afin d'accomplir les objectifs décrits au paragraphe 1.01, le Projet prévoit la mise en œuvre de deux composantes :

Composante 1 : Intégration de la gestion des AMP dans le secteur de la pêche locale

- 2.02** La première composante vise à appuyer la mise en œuvre des plans de gestion des AMP élaborés dans le cadre du programme 3383/GR-HA,¹ en intégrant la conservation des écosystèmes marins et côtiers dans le secteur de la pêche locale et en réglementant l'accès aux ressources marines, tout en soutenant le développement d'activités économiques alternatives pour les communautés côtières qui dépendent de ces ressources. Cette composante financera: (i) des formations pour renforcer la gestion des AMP et pour promouvoir la conservation de la biodiversité ; (ii) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de la gestion de la pêche ; (iii) une étude visant à caractériser la valeur des services fournis par les écosystèmes des AMP ; et (iv) sur la base de l'étude précédente, l'identification d'activités économiques alternatives pour les communautés en fonction des écosystèmes des AMP et la mise en œuvre de deux projets pilotes économiques alternatifs développés par les communautés locales.

Composante 2 : Augmentation de la capacité de stockage de CO2 dans les AMP

- 2.03** L'objectif principal de cette composante est de renforcer les capacités du Ministère de l'Environnement et des directions des AMP pour le suivi de la capacité de stockage du de

¹ Accord de financement non-remboursable signé le 20 février 2015 entre la République d'Haïti et la Banque, pour coopérer à l'exécution d'un programme de tourisme côtier durable.

CO2 par les mangroves, et de restaurer 100 ha de mangroves afin d'augmenter leur capacité de stockage. La restauration se fera par régénération naturelle dans les forêts de mangroves qui ne sont pas affectées par les activités humaines, et par la plantation de mangroves dans les zones les plus dégradées. Cette composante financera : (i) l'élaboration et la mise en œuvre d'un outil de suivi des stocks de CO2 ; (ii) une formation pour les autorités nationales et locales sur l'utilisation des outils de suivi des stocks de CO2 ; (iii) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de plantation pour la mangrove et la restauration de 100 ha de mangroves ; et (iv) la mise en œuvre de deux projets pilotes pour la réhabilitation des récifs coralliens et des herbiers marins.

III. Coût du Projet et plan de financement

3.01 Le budget total du Projet est estimé à un million neuf cent vingt-six mille et quatre cent quatre-vingt-quatre dollars (USD 1 926 484), financé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (GEF) jusqu'à concurrence d'un million huit cent vingt-six mille et quatre cent quatre-vingt-quatre dollars (USD 1 826 484) et par le gouvernement d'Haïti avec une contribution en nature de cent mille dollars (USD 100 000). Un récapitulatif des coûts du Projet par catégories de dépenses et sources de financement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Budget indicatif (en USD)

	Produits	Fonds GEF	Local	Total
Composante 1	Produit 1 : Individus formés	30 000.00	-	30 000.00
	Produit 2 : Guide sur les meilleures pratiques pour développer des outils de régulation de la pêche dans les AMP élaboré	30 000.00	-	30 000.00
	Produit 3 : Campagnes de sensibilisation conçues / mises en œuvre	80 000.00	-	80 000.00
	Produit 4 : Plan de gestion élaboré et mis en œuvre	360 000.00	-	360 000.00
	Produit 5 : Diagnostic et évaluations complétés	50 000.00	-	50 000.00
	Produit 6 : 2 projets économiques alternatifs pilotés par les communautés locales mis en œuvre	200 000.00	-	200 000.00
Composante 2	Produit 7 : Étude de mitigation réalisée	100 000.00	-	100 000.00
	Produit 8 : Individus formés	50 000.00	-	50 000.00
	Produit 9 : Plan de gestion élaboré et mis en œuvre	550 000.00	-	550 000.00
	Produit 10 : 2 projets pilotes pour la réhabilitation des récifs coralliens et des herbiers marins réalisés	200 000.00	-	200 000.00
Gestion : Suivi-Evaluation	Gestion du Projet et Suivi & Evaluation	176 484.00	100 000.00	276 484.00
TOTAL		1 826 484.00	100 000.00	1 926 484.00

IV. Exécution

- 4.01** L'exécution du Projet et l'utilisation des ressources de la Contribution de la Banque seront réalisés par le Ministère de l'Environnement, au travers de la Direction de l'Aire Marine Protégée Aquin/Saint Louis (DAMP), sous la supervision de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP).
- 4.02** La DAMP sera constituée d'une équipe de coordination, gestion technique et fiduciaire, et s'appuiera sur les l'expérience des services administratifs, financiers, comptabilité et passation de marché de l'Unité de Gestion de Projet Macaya (UGP Macaya) pour la gestion fiduciaire du Projet.
- 4.03** L'Organisme d'Exécution a la responsabilité de mettre en place un comité de pilotage qui se réunira deux fois par an pour fournir des orientations générales sur le Projet et valider les plans d'opérations annuels (POA) et les rapports semestriels (RS) du Projet. Le comité de pilotage sera composé du MdE (président), de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), de la DAMP, de la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPAQ) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), des autorités municipales locales et des représentantes des associations locales de pêcheurs. La DAMP assurera le secrétariat du Comité de Pilotage.